



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
protection des populations**

Service Protection de l'Environnement
2 rue Pélissier
CS 40400
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 30/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Laitière des Volcans d'Auvergne

THEIX

63122 Saint-Genès-Champanelle

Code AIOT : 0005601360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement Société Laitière des Volcans d'Auvergne implanté Theix 63122 Saint-Genès-Champanelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Laitière des Volcans d'Auvergne
- Theix 63122 Saint-Genès-Champanelle
- Code AIOT : 0005601360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Laitière des Volcans d'Auvergne est un établissement de collecte, de réception et de traitement du lait en vue de son conditionnement.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Risques accidentels, défense incendie	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.14.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Risques chroniques, bruit	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.11	Sans objet
3	Risques chroniques, échéances	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les nuisances sonores :

- la présence d'un extracteur bruyant au niveau du local ammoniac sera solutionnée dès la première quinzaine du mois d'août 2024,
- le local des pompes de transfert des effluents vers la station de pré-traitement des effluents a été réalisé,
- un portail acoustique à l'entrée Est du site a été mis en place.

Concernant les nuisances olfactives dues au fonctionnement de la station de pré-traitement des effluents :

- une société spécialisée dans le traitement des odeurs est intervenue pour la neutralisation de ces dernières,
- le stockage des boues de la STEP est réalisé dans une cuve fermée. Elle est vidée par une entreprise extérieure dès qu'elle est pleine,
- une étude d'odeur sera menée et les conclusions seront mises en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté d'autorisation d'ouverture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.11
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance par l'exploitant des émissions sonores est effectuée selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p><i>Une mesure des émissions sonores et de l'émergence est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</i></p> <p>L'inspection des installations classées valide au préalable le prestataire choisi. La méthode de mesure retenue est celle de l'arrêté sus-cité.</p> <p>La périodicité de réalisation de ces mesures est au minimum d'une fois tous les 5 ans.</p> <p>Le local des pompes de relevage est insonorisé, un portail acoustique est mis en place à l'entrée Est du site.</p> <p>Une mesure de bruit est réalisée à l'issue de la réalisation ces travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2022, le local des pompes de relevage a été insonorisé et le portail acoustique a été mis en</p>

place.

Selon l'exploitant il existe une source de bruit au niveau du nouveau local ammoniac du à un extracteur. Ce dernier est en fonctionnement continu parce qu'il sert à réguler la température de la salle. Un système de climatisation dans la salle est en cours d'installation, il manque l'évaporateur à installer. Le système sera fonctionnel au cours de la semaine 32. L'extracteur ne fonctionnera qu'en cas de présence d'ammoniac dans le local (système de sécurité relié en cas de détection).

La tour aéroréfrigérante est une autre source de bruit cependant elle ne fonctionne que de 6h à 19h.

Une étude de bruit à été réalisée le 25 juin 2024, le rapport est en cours de rédaction par l'APAVE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Arrêté d'autorisation d'ouverture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.14.6

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

Aménagements projetés en matière de risque incendie

Aménagements	Échéances
Sprinklage au niveau de l'atelier de réception et de traitement du lait, de l'atelier conditionnement, du tunnel de convoyage. Installation d'une réserve d'eau de 606 m ³ . Création d'un local pour le fonctionnement des installations de sprinklage.	2022-2024
Mise en place d'une réserve d'eau incendie de 720 m ³	2024
Aménagement d'une rétention des eaux d'extinction incendie par la création de deux bassins de 650 m ³	2024
Construction d'un nouveau local permettant de centraliser le stockage des emballages à proximité de l'entrepôt de stockage des produits finis	2023
Regroupement des zones de stockage des palettes en bois	2023
Divers aménagements des installations (rack, accès chaudières, installations ammoniac ...)	2023
Clôture du site	2026

Constats :

Aménagements	Échéances
Sprinklage au niveau de l'atelier de réception et de traitement du lait, de l'atelier conditionnement, du tunnel de convoyage. Installation d'une réserve d'eau de 606 m ³ . Création d'un local pour le fonctionnement des installations de sprinklage.	2022-2024 Un bilan doit être fait pour la fin du mois de juillet sur tous les travaux incendie. La réserve d'eau est en cours de création. Début novembre le sprinklage sera effectif sauf pour la réception matière première et pour les 2 transformateurs.
Mise en place d'une réserve d'eau incendie de 720 m ³	2024 Sera effective en novembre 2024
Aménagement d'une rétention des eaux d'extinction incendie par la création de deux bassins de 650 m ³	2024 Du retard a été pris à cause du permis de construire qui a été refusé à plusieurs reprises. L'exploitant devra demander un délai supplémentaire au préfet.
Construction d'un nouveau local permettant de centraliser le stockage des emballages à proximité de l'entrepôt de stockage des produits finis	2023 La construction de ce local est remise en cause. L'exploitant envisage de diminuer les stocks situés actuellement au niveau du stockage usine de manière à ce qu'ils soient cohérents avec la sécurité incendie.
Regroupement des zones de stockage des palettes en bois	2023 Non réalisé
Divers aménagements des installations (rack, accès chaudières, installations ammoniac ...)	2023 La nouvelle installation ammoniac est fonctionnement. Les racks ne sont pas mis en place car ils sont liés à la présence des emballages (voir point sur le local de stockage des emballages)
Clôture du site	2026 Actuellement en cours. Dès que les toutes les caméras de surveillance seront installées la barrière de l'entrée des camions sera mise en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, au service de l'inspection, un bilan des aménagements dont l'échéance est 2024.

L'échéance concernant les aménagements pour le regroupement des zones de stockage des palettes en bois et la construction du local permettant de centraliser le stockage des emballages est arrivée à terme en 2023, cependant ces projets ne sont pas finalisés. L'exploitant justifiera de l'abandon des aménagements et/ou présentera les nouveaux projets et les demandes de reports de délais s'y rapportant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Arrêté autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Échéances

Prescription contrôlée :

L'augmentation du volume d'activité faisant l'objet de l'autorisation environnementale et du présent acte, est subordonnée aux délais figurant dans le tableau ci-dessous.

Les aménagement prévus, notamment, en matière de sécurité incendie et de remise en état des réseaux eaux usées et pluviales, sont réalisés avant toute augmentation des intrants.

Aménagements	Échéances
Insonorisation du local des pompes de transfert des effluents vers la station de prétraitement. Mise en place d'un portail acoustique au niveau de l'accès Est du site.	2022 (réalisé)
Travaux visant à assurer, notamment, la remise en état des réseaux eaux usées et eaux pluviales	2026
Sprinklage usine	2024
Local sprinklage	2022
Nouveau local emballages	2023
Divers aménagements des installations (rack, accès chaudières, installations ammoniac ...)	2023
Défense incendie	2024
Bureau (réaménagement suite à sinistre grêle)	2022
Clôture du site	2026
Étude liée aux odeurs dues au fonctionnement de la station de pré-traitement et solution mise en œuvre	2026

Constats :

Aménagements	Échéances
Insonorisation du local des pompes de transfert des effluents vers la station de	Réalisé en 2022

prétraitement. Mise en place d'un portail acoustique au niveau de l'accès Est du site.	
Travaux visant à assurer, notamment, la remise en état des réseaux eaux usées et eaux pluviales	2026 Tous les réseaux ont été rénovés. La REP est en cours
Sprinklage usine	2024 voir point de contrôle précédent
Local sprinklage	2022 Le permis de construire a été refusé. Le local sera achevé fin 2024
Nouveau local emballages	2023 voir point de contrôle précédent
Divers aménagements des installations (rack, accès chaudières, installations ammoniac ...)	2023 voir point de contrôle précédent
Défense incendie	2024 voir point de contrôle précédent
Bureau (réaménagement suite à sinistre grêle)	2022 Les travaux ont été réalisés, les algécos ont été enlevés
Clôture du site	2026

Étude liée aux odeurs dues au fonctionnement de la station de pré-traitement et solution mise en œuvre en 2026 :

L'exploitant a fait intervenir en octobre 2023 une société spécialisée dans le traitement des odeurs. Une offre de diagnostic a été faite ; en attente d'une étude un neutralisant est utilisé pour diminuer les nuisances.

Le stockage des boues de STEP est réalisé dans une cuve fermée. Une entreprise vient les pomper quand la cuve est pleine. Il a été vérifié en interne que le fonctionnement de la STEP soit normal. L'exploitant précise que le traitement des eaux pluviales, en attente de l'installation du groupe électrogène de secours du système de sprinklage soit mis en place, perturbe le fonction de la STEP (dilution)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera le service de l'inspection des conclusions de l'étude d'odeur lorsque celle-ci sera réalisée.

Les eaux pluviales rejoindront le réseau et le cours d'eau sans passer par le réseau des eaux usées dès que le groupe électrogène du système de sprinklage sera mis en place.

Type de suites proposées : Sans suite

